



**PRÉFÈTE  
DE LA SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Auvergne-Rhône-Alpes**

Lyon, le 7 mai 2025

Affaire suivie par : Maxime EGO

Service eau, hydroélectricité et nature

Pôle préservation des milieux et des espèces

Tél. : 04 26 28 65 92

Courriel : [maxime.ego@developpement-durable.gouv.fr](mailto:maxime.ego@developpement-durable.gouv.fr)

SEHN-25-PPME-117-ME

Monsieur,

Votre dossier de demande de dérogation à la protection des espèces concernant le projet de restructuration du Grand Coin, sur la commune de Val Cenis Termignon, a été déposé le 27 février 2025 au guichet de la DDT de la Savoie, et transmis simultanément à nos services pour instruction. Il s'inscrit dans la continuité du dépôt de l'étude d'impact relative à la restructuration du domaine skiable de Val Cenis en 2024, comprenant entre autres un volet écologique de qualité.

Après examen de votre dossier de demande de dérogation et consultation du Conservatoire Botanique National Alpin (CBNA), il s'avère qu'il nécessite les compléments indiqués en annexe.

Je vous invite donc à me transmettre une nouvelle version de votre dossier, au format numérique.

À réception de ces éléments, si votre dossier est déclaré complet et régulier, il sera transmis pour avis au Conseil National de la Protection de la Nature (CNP).

Le pôle préservation des milieux et des espèces reste à votre disposition pour vous aider dans votre démarche.

La cheffe de pôle,

Carine Pagliari-Thibert

Copie : DDT 73 (SEEF et SPAT)

SEM de Val Cenis

A l'attention d'Yves Flammier

173 rue du Vieux Moulin

73489 Val Cenis Lanslevillard

## ANNEXE

### DEMANDE DE COMPLÉMENTS

#### Dossier de demande de dérogation à la protection des espèces

**Projet :** projet de restructuration du Grand Coin (remplacement de deux téléskis par un télésiège débrayable et correction topographique de la piste de ski « Cugne »), commune de Val Cenis, département de la Savoie

**Pétitionnaire :** SEM de Val Cenis

Le dossier est à compléter sur les points suivants :

#### **- concernant les conditions d'octroi de la dérogation**

• Afin de pouvoir déroger à la protection des espèces, il est nécessaire de démontrer en quoi le projet relève de l'intérêt public majeur, de rechercher les solutions alternatives et de montrer que le projet n'est pas de nature à porter atteinte à l'état de conservation des espèces. A ce stade, la démonstration de l'intérêt public majeur reste à étayer. Par ailleurs, une longue démonstration sur la ressource en eau figure au dossier, alors que le projet ne prévoit pas l'équipement d'un réseau neige, ce qui peut questionner. On comprend par contre l'intérêt de démontrer la vulnérabilité limitée du projet face au changement climatique.

• Concernant l'absence d'autres solutions satisfaisantes, il est uniquement démontré l'évitement en phase de conception du projet, qui est certes conséquent mais insuffisant pour justifier ce point. Il est nécessaire de présenter d'autres variantes d'aménagement (à l'échelle du secteur du Grand coin) et de produire une analyse comparative multi-critères, d'autant plus qu'il ne s'agit pas d'un remplacement en lieu et place.

• Concernant le maintien de l'état de conservation des espèces, après mise en œuvre des mesures « ERC », une démonstration reste attendue, en particulier pour les espèces protégées les plus rares et menacées.

#### **- concernant la caractérisation de l'état initial**

• Les enjeux écologiques sont présentés à l'échelle de l'étude d'impact globale du domaine du skiable avec un focus insuffisant pour solliciter une demande de dérogation à la protection des espèces : une étude initiale détaillée uniquement sur la zone d'étude immédiate est donc à fournir, complétée éventuellement d'une zone d'influence du projet. Par ailleurs, les données à l'échelle du domaine skiable qui apportent de la lourdeur au dossier, ne sont pas à re-présenter en totalité. Pour cela, il est possible de se référer à l'étude d'impact comportant entre autres un volet écologique de qualité.

• Pour la consultation des données bibliographiques, il doit être confirmé qu'il s'agit de la base de données Biodiv'Aura expert affichant des données géolocalisées. La date de consultation est également à préciser puisque la base est fréquemment enrichie.

• Les inventaires ont été effectués entre 2022 et 2024. D'une part, la zone d'étude immédiate apparaît limitée (bande tampon de 10 m) pour assurer le respect des emprises travaux du fait des aléas climatiques et de la physionomie des terrains montagneux, en particulier pour la flore, comme le recommande le CBNA. D'autre part, la pression d'inventaires de la faune semble insuffisante d'après la cartographie en page 285 faisant apparaître au maximum 3 passages d'écologues sur un secteur donné, et le plus souvent un seul passage. En outre, il est recommandé des points d'écoutes des oiseaux à mailles plus fines que ce qui apparaît sur la cartographie en page 297 (points espacés de 300 m à 1 km !) ; idem pour les chauves-souris avec un unique point d'écoute passif, ce qui est très insuffisant. Des compléments d'inventaires sont donc indispensables sur la zone d'étude immédiate et devront viser l'ensemble des taxons potentiels, en ciblant également les groupes d'insectes pouvant abriter des espèces patrimoniales.

• Pour la flore protégée, des données restent manquantes comme la répartition et la population de chaque espèce à différentes échelles afin d'avoir une vision de leur état de conservation local et de leur maintien avec le projet.

• Les enjeux relevés sont à synthétiser sous la forme d'un tableau, selon l'exemple disponible en fin d'avis.



**- concernant la mise en œuvre de la séquence « éviter, réduire, compenser »**

- Afin de gagner en lisibilité, il est attendu d'aborder cette partie du dossier en 4 temps distincts : l'évaluation des impacts bruts (qualifiés et quantifiés), les mesures d'évitement et de réduction, l'évaluation des impacts résiduels (qualifiés et quantifiés), les mesures de compensation, d'accompagnement et de suivis.

- Les chiffres du tableau en pages 179-180 ne correspondent pas à ceux du chapitre qui lui précède. Ces données sont à mettre en cohérence.

- Pour l'analyse des impacts cumulés, le paragraphe 4.4.1 est hors sujet au sein d'un tel dossier. Le paragraphe 4.4.4 est en revanche pertinent.

- Les mesures d'évitement et de réduction suscitent de nombreux questionnements. Concernant d'abord la mesure ME1 : la cartographie nécessite des zooms pour mieux visualiser les enjeux mis en défens ;

- La mesure ME2 relève de la réduction. Elle nécessite plus de détails et de garanties sur sa faisabilité au regard de la sensibilité des milieux et des engins et types de travaux envisagés ;

- La mesure ME6 n'intègre pas le plan de circulation présenté en pages 19 et 20, pourquoi ?

- La mesure ME8 nécessite d'être illustrée par une cartographie localisant les secteurs d'évitement ;

- La mesure ME9 relève en fait de la réduction en tant que partie de la mesure MR12 ;

- Pour la mesure MR1, du fait de retours d'expérience nombreux sur l'impossibilité pour les entreprises à respecter les emprises chantier théoriques, il semble peu réaliste d'indiquer pouvoir les réduire et d'afficher par conséquent des impacts moindres sur les espèces. D'ailleurs, les rayons de 10 m autour des ouvrages actuellement retenus semblent déjà contraignants et assez peu opérationnels pour les entreprises. Une justification technique ou une ré-évaluation à la hausse est donc attendue.

- La mesure MR3 est intéressante mais sa faisabilité in situ doit être confirmée et, dans la mesure du possible, sa portée étendue aux emprises temporaires (terrassements des gares et de la piste de ski également). Pour ce faire, il doit être démontré que le sol et la pente permettent de mettre en œuvre cette mesure au droit des habitats naturels à enjeux. Peut-être que cette analyse des sols a déjà été faite pour permettre d'aboutir à l'emprise retenue d'un hectare, auquel cas des explications sont à faire figurer au dossier. Les retours d'expérience actuels sont bienvenus mais seraient à étayer avec un protocole de suivi standardisé. Ils sont à ajouter au dossier. En outre, un sursemis est évoqué si la reprise du couvert végétal n'est pas suffisante après les opérations initiales. Dans ce cas, comment sera travaillé le sol ? Des détails techniques doivent être apportés.

- Pour la mesure MR9, au regard de la sensibilité floristique locale, il est vivement recommandé de s'appuyer sur la filière Végétal local (<https://www.vegetal-local.fr/>) et d'établir une liste constituée d'espèces sauvages et locales. Les semenciers engagés dans la filière pourront alors conseiller le maître d'ouvrage sur la liste d'espèces à sélectionner selon le site et les objectifs ainsi que sur la faisabilité de commercialisation des espèces listées en annexe. Concernant ces listes d'espèces annexées, à quel secteur est vouée chacune d'elle ? Comment expliquer cette proposition de mélanges ? Quels sont les objectifs recherchés (écologique, agricole, etc.) ? Quelles sont les origines de chaque espèce ? Concernant le protocole de semis proposé, il est à rappeler que l'apport de compost et l'arrosage ne sont pas nécessaires lorsque des semences d'espèces sauvages et locales sont utilisées et si les opérations de semis sont réalisées à la bonne période pour profiter des conditions climatiques favorables et des pluies d'automne. D'ailleurs, l'apport de compost n'est pas adapté aux cortèges floristiques des milieux de montagnes qui se développent sur sols oligotrophes à faible horizon organique.

- Concernant ces deux dernières mesures, ce sont finalement 3 techniques qui sont évoquées (semis, brossage ou étrépage), comportant chacune des contraintes techniques, sans préciser quelle technique sera utilisée sur quel secteur. Ce point est à compléter. La pente des secteurs n'est jamais précisée alors qu'elle a une influence déterminante sur le choix de la technique. En effet, au-delà de 40%, le semis n'est pas recommandé car il existe un fort risque de ravinement des semences. Les techniques envisagées ne sont pas détaillées et la formulation employée est au conditionnel. A ce stade, le site et ses éventuelles contraintes sont déjà connus, donc le choix de la technique est normalement possible. Si c'est la technique du brossage qui est retenue, les sites sources doivent être identifiés, localisés sur carte et un inventaire botanique des prairies sources doit être réalisé afin de connaître les espèces structurantes et majoritaires. Il est prévu d'exclure le pâturage des zones revégétalisées pendant 1 an, or cette durée n'est pas suffisante pour permettre au couvert végétal de se restaurer de façon satisfaisante et pour résister à la pression de pâturage.

- La mesure MR10 reste à ce stade expérimentale, faute de garanties suffisantes. Les retours d'expérience évoqués dans le dossier sont requis dès à présent et doivent être ajoutés. Les pépiniéristes ont-ils été consultés afin de définir la méthode la moins impactante pour reconstituer les landes ? Il est précisé que cette méthode sera mise en place sur les landes impactées qui ne peuvent pas être étrépagées. Quels sont les critères permettant de définir que l'étrépage ne sera pas possible ? Aucun détail technique n'est apporté concernant les conditions de mise en culture. Les pourcentages de prélèvement sur les espèces cibles ne sont pas précisés. Le suivi des sites de prélèvement n'est pas évoqué, or ceci est nécessaire afin d'assurer que la



méthode employée n'impacte pas les individus et populations sources. Quelle est l'origine de la terre végétale qui sera apportée ?

- Pour la mesure MR12, les défrichements ne peuvent avoir lieu avant le 1<sup>er</sup> septembre par rapport à l'écologie de l'ensemble des espèces du cortège forestier. Le phasage du chantier est certainement issu d'un compromis et celui-ci doit être expliqué. A ce stade, plusieurs autres opérations semblent incompatibles avec la préservation des individus d'espèces protégées.

- La mesure MR17 relève de l'accompagnement, car le succès de la transplantation demeure incertaine. Contrairement à l'assertion du dossier, le CBNA indique ne pas avoir été contacté directement dans le cadre de ce projet. En outre, des éléments techniques sont manquants : localisation et dénombrement des individus concernés, identification et description des sites d'accueil, structure chargée de ces actions, etc. ; ou bien confus : « en fonction du nombre d'espèces transplantées » alors qu'a priori, seules deux espèces sont concernées ; ou encore questionnables : « La transplantation plus favorable à la mi-automne jusqu'au début de l'hiver », ce qui apparaît trop tardif à cause des altitudes, viser plutôt le début de l'automne. Le bureau d'études Karum dispose-t-il de publications, de résultats de suivis protocolés et analysés statistiquement pour démontrer les retours d'expérience positifs ? Si c'est le cas, ils sont à ajouter au dossier. Enfin, il est utile de sécuriser foncièrement les parcelles de transplantation au même titre, d'ailleurs, que les zones d'évitement (stations floristiques étendues). Le pâturage est à proscrire pendant plusieurs années (et pas seulement un an).

- La mesure MR19 étant indépendante du présent projet, il convient de la faire basculer en accompagnement ou bien de l'intégrer à la mesure compensatoire dédiée au vallon de Cléry. Une question se pose : comment encadrer et contrôler l'absence d'autres pratiques que la randonnée ?

- La faisabilité technique et financière de la mesure MR22 sont à confirmer.

- Bien que celui-ci ne figure actuellement pas au dossier, il semble subsister un impact résiduel supplémentaire relatif au risque de destruction et de dérangement d'individus d'espèces animales protégées (certains travaux se faisant au printemps). Par ailleurs, certaines emprises résultent d'une déduction des 6883m<sup>2</sup> d'étrépage, or le succès et la portée réelle de cette mesure restent hypothétiques à ce stade. Les chiffres sont donc à revoir à la hausse.

- Pour toutes les mesures compensatoires, garantir la maîtrise foncière des sites au sein du dossier (preuve d'acquisition ou promesses d'ORE ou dispositif apportant le même niveau de garanties). Indiquer systématiquement la localisation, l'emprise, le détail technique des actions prévues, l'échéancier de mise en œuvre, l'opérateur visé, les suivis associés (indicateurs, protocoles, fréquence et durée égale au moins à 30 ans). Pour les mesures MC1, MC7, MC12 et MC13, les cartographies sont trop larges pour visualiser les périmètres précis. Les mesures MC3 et MC10 nécessitent également un plan de gestion sur une durée de 30 ans. Les mesures MC7, MC12 et MC13 posent question sur leur additionnalité par rapport aux politiques publiques déjà mises en place par l'ONF. Quelles actions correctives sont prévues en cas d'échec ?

- En outre, si l'offre compensatoire peut paraître ambitieuse et importante, il doit être rappelé dans le dossier qu'elle correspond aux impacts globaux pressentis des 3 phases d'aménagements du domaine skiable, exposés dans l'étude d'impact globale. Par conséquent, il est requis de présenter le dimensionnement de la compensation écologique sur les impacts strictement liés à ce projet du Grand Coin.

- Concernant spécifiquement la mesure MC5, le périmètre proposé ne couvre pas toute la population de *Carex glacialis* ni même la majorité des espèces floristiques patrimoniales. Qu'est-ce qui a justifié ce périmètre ? Une extension vers l'aval du vallon est à étudier et proposer. Il est recommandé d'aller vers une interdiction de tous les aménagements et activités autres que celles expressément mentionnées (gestion des milieux, valorisation pédagogique, randonnée...), et une réglementation stricte de la circulation des engins et des personnes (interdire en dehors des sentiers et pistes existants). En particulier, le maintien du pastoralisme sur le secteur ne saurait être compatible avec la préservation des espèces floristiques exceptionnelles. Quel est l'état initial précis du site justifiant une réhabilitation écologique ? Une ébauche de plan de gestion est à présenter dans le dossier (état initial du site, objectifs à long terme et opérationnels, actions, suivis, etc.). Sur la forme, il ne peut être proposé un projet d'arrêté d'APPB « clé en main ».

- Pour revoir la hausse les compensations, il pourrait être pertinent d'utiliser les secteurs évités par le présent projet, habitats riches en espèces floristiques et faunistiques, sous réserve d'action de gestion permettant de justifier d'une plus-value écologique. La proximité fonctionnelle est déjà vérifiée.

- Les suivis de la revégétalisation (mesures MR3, MR9 et MR10) doivent courir sur une période de 10 ans au moins, voire plus en tant que de besoin.

- Les indicateurs de suivis des mesures compensatoires sont à étoffer afin de vérifier dans le temps l'atteinte des objectifs de résultats.

- Il recommande en outre de consulter la Boîte à outils de suivi de la restauration écologique des milieux ouverts herbacés, construite dans le cadre du programme Res'sol et disponible en accès libre sur le portail



documentaire du CBNA, afin d'affiner les mesures MS4 et MS5 : <https://www.cbn-alpin-biblio.fr/Record.htm?idlist=11&record=19657045124914752279>

- Pour la mesure MS6, le marquage des individus transplantés est-il prévu afin d'assurer le suivi individu centré ? Il est nécessaire de définir le nombre minimum d'individus à suivre pour une robustesse statistique des analyses. Il faut également définir le nombre d'individus témoins à suivre pour avoir des éléments de comparaison fiables. Le marquage des placettes devra être vérifié à chaque suivi et remplacé en cas d'absence. Enfin, les résultats seront à transmettre à la DREAL et au CBNA.

- Le CBNA recommande une nouvelle fois la consultation des documents suivants pour la rédaction des mesures ERC par le bureau d'études Karum :

- Notice de recommandations pour le suivi des mesures Eviter, Réduire, Compenser "fl ore protégée", BONNET, V. BIANCHIN, N., KRISTO, O., Conservatoires botanique national alpin, Conservatoire botanique national du Massif central, 2010.

- CGDD/CEREMA. 2018. Évaluation environnementale, Guide d'aide à la définition des mesures ERC, 134 p.

### Synthèse des enjeux, impacts bruts et résiduels et compensation proposée

Espèces protégées	Surface d'habitat d'espèce dans l'emprise du projet ou effectifs présents	Surface d'habitats d'espèces protégées impactée après mesures « ER »	Surface de compensation
Chaméorchis des Alpes Bruyère des neiges (NT) Saulé de Suisse (NT) Saulé glauque Silène de Suède (NT)	11 stations / 50 individus un individu 36 stations sur 17 m <sup>2</sup> 314 stations sur 1000 m <sup>2</sup> 2676 individus	0 individu 0 individu 3 individus 12 individus 1 individu	<u>A préciser</u>
Papillons : Apollon (NT), Azuré du Serpolet (NT), Damier de la Succise (NT) et Solitaire	<u>A préciser</u>	222 m <sup>2</sup> à 3005 m <sup>2</sup> d'habitats favorables <u>à confirmer</u>	<u>A préciser</u>
Reptiles potentiels : Vipère aspic (NT), Lézard des murailles	<u>A préciser</u>	de 9145 m <sup>2</sup> à 2,3 ha d'habitats favorables	<u>A préciser</u>
Oiseaux : riche diversité dont le Pic tridactyle (EN), le Sizerin cabaret (VU), le Monticole de roche (EN), le Pipit des arbres (VU), le Tarier des prés (VU), la Nyctale de Tengmalm, etc. en reproduction possible ; le Gypaète barbu (CR), le Vautour moine (CR) et l'Aigle royal (VU) de passage	<u>A préciser</u>	1,2 ha (cortège forestier dont le Pic tridactyle) à 2,6 ha (cortège milieux ouverts dont le Monticole de roche et le Tarier des prés) d'habitats favorables <u>à confirmer</u>	10 ha de mise en sénescence + au moins 4,1 ha de replantation pour le cortège forestier 270 ha d'APPB + au moins 1,2 ha de réhabilitation pour le cortège prairial
Chiroptères : 13 à 15 espèces (2 non identifiées), parmi lesquelles 2 sont menacées, à savoir la Noctule commune (VU) en reproduction et l'Oreillard montagnard (VU) de passage ; le Petit Murin (EN) et le Murin de Bechstein (VU) sont également considérés comme potentiellement présents et en reproduction possible sur la zone d'étude. Des arbres gîtes sont présents à proximité du projet	<u>A préciser</u>	1,2 ha (cortège forestier dont le Murin de Bechstein) d'habitats favorables	10 ha de mise en sénescence + au moins 4,1 ha de replantation
Autres mammifères : Écureuil roux	<u>A préciser</u>		10 ha de mise en sénescence + au moins 4,1 ha de replantation



**PRÉFÈTE  
DE LA SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction  
Départementale  
des Territoires (DDT)

Service : Sécurité et Risques – Unité : Prévention des Risques

Chambéry, le 21 juillet 2025

Affaire suivie par : Eric Vuillerme  
Fonction : Technicien Risques  
Tél : 04 79 71-73-24  
Mél : [eric.vuillerme@savoie.gouv.fr](mailto:eric.vuillerme@savoie.gouv.fr)  
V/Réf : 2025-A081-bis

Le Chef de l'Unité  
Prévention des Risques

au

Chef du service sécurité et risques

Objet : DAET/PC – Remplacement des téléskis du Lac et du Grand Coin par la construction d'un télésiège du Grand Coin sur le domaine skiable de Val-Cenis

Référence : Votre demande d'avis du 02 juillet 2025 suite à envoi de pièces complémentaires

Je fais suite à votre transmission des pièces complémentaires demandées, pour avis, du dossier relatif au projet référencé en objet.

#### **I - Nature du projet et localisation**

Le dossier concerne le remplacement des téléskis du Lac et du Grand Coin par une installation de type télésiège équipé de véhicule 6 places ;

La position de la station de départ est identique, la position de la station d'arrivée est décalée de 70 mètres.

La longueur de la nouvelle ligne est de 1417 mètres et comporte 13 pylônes.

#### **II – Connaissance des aléas au droit du projet**

▫ Un PPRi traitant du risque d'inondation par l'Arc a été approuvé le 12 juillet 2016 sur le territoire de la commune de Val-Cenis.

→ Le projet n'est pas concerné par le risque inondation de l'Arc.



° Une partie de la commune urbanisée de Lanslebourg Mont-Cenis est couverte par un PPRn approuvé le 03 octobre 2011.

° Une partie de la commune urbanisée de Termignon est couverte par un PPRn approuvé le 03 octobre 2011.

→ Le projet est hors périmètre de prescription et d'étude des PPRn en vigueur sur la commune nouvelle de Val-Cenis.

### **III – Faisabilité du projet au regard des risques**

#### **Rappel de l'avis du 26 mai 2025 :**

« Le dossier mentionne que des études ont été confiées à des bureaux spécialisés :

- EQUATERRE pour la partie instabilité de terrain et chute de blocs,

- TORAVAL pour le sujet avalanche.

*Les résultats des études d'avalanches et de sols fixeront les hypothèses de dimensionnement qui seront prises en compte dans le cadre des études d'exécution des ouvrages du télésiège. »*

→ Ces deux études sont absentes du dossier. Le Maître d'Ouvrage doit démontrer que son projet est compatible avec les risques identifiés.

Au vu des éléments du dossier et dans l'état du niveau d'analyse des risques naturels de celui-ci, l'unité risques émet un avis réservé sur le projet présenté. Le pétitionnaire doit compléter son dossier sur les points suivant :

- Etude des sols et reconnaissance géotechnique (G1 et G2 PRO), et de niveau exécution G3,

- Etude sur les risques d'avalanches et mesures préventives.

### **IV – Conclusion**

Au vu du dossier complété par les études EQUATERRE pour la partie instabilité de terrain et chute de blocs, et TORAVAL pour le sujet avalanche, l'unité risques émet un avis favorable sur le projet présenté.

L'arrêté d'autorisation devra mentionner la prescription de produire une étude des sols et reconnaissance géotechnique (G2 PRO), et de niveau exécution G3.

L'adjoint au chef de service sécurité et risques

  
Frédéric LANFREY

Commune de Val-Cenis  
Station de Val-Cenis  
Télesiège Grand Coin

Avis conforme au titre de la sécurité des installations et des aménagements portant  
autorisation d'exécution des travaux

PA 073 290 25 O 6001

La préfète de la Savoie

Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

Conformément aux dispositions des articles R.472.1 et R.472.13 du Code de l'urbanisme, j'ai examiné, au titre de la sécurité et des aménagements concernés, le dossier de demande d'autorisation d'exécuter les travaux du TSD 6 Grand Coin à la station de Val - Cenis présenté par SEM Val-Cenis.

- Vu la demande d'avis de la direction départementale des territoires de la Savoie en date du 25 mars 2025,
- Vu l'avis favorable de la direction départementale des territoires/SSR/Unité risques en date du 21 juillet 2025,
- Vu l'avis technique favorable du Service Technique des Remontées Mécaniques et des Transports Guidés / Bureau Savoie en date du 14 avril 2025,
- Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,
- Vu le décret du 26 mars 2025 portant nomination de Mme Vanina Nicoli en qualité de préfète de la Savoie ; ensemble le procès-verbal du 22 avril 2025 portant installation de Mme Vanina Nicoli en qualité de préfète de la Savoie ;
- Vu l'arrêté préfectoral SCPP n° 17-2025 en date du 22 avril 2025 portant délégation de signature à Mme Isabelle NUTI, ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts, directrice départementale des territoires de la Savoie,
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2025-0387 en date du 29 avril 2025 portant subdélégation de signature de Mme Isabelle NUTI, ingénieure générale des



ponts, des eaux et des forêts, directrice départementale des territoires de la Savoie.

J'émet un **avis favorable**, au titre de la sécurité, à la délivrance de l'Autorisation d'exécuter les travaux du TSD 6 Grand Coin, pour un débit maximum de 2417 personnes/heure, avec les prescriptions suivantes :

- concernant les dispositions constructives :
  - Le cumul, des zones de survol supérieur à 15 mètres et inférieur à 25 mètres, ne pourra pas être supérieur à 300 mètres conformément à l'article A3 - 7.8 - Hauteurs de survol du guide RM2.
  - Une analyse des risques incendie du télésiège sera transmise avant le démarrage des travaux, elle portera sur le classement des locaux de l'installation et leur traitement vis-à-vis du risque incendie conformément aux dispositions du point A3 - 7.7.2 du guide RM2.
  - Le constructeur de l'appareil n'est pas connu à ce jour. Un dossier jalon sera transmis au STRMTG 2 mois avant le début des travaux, il précisera le constructeur retenu et les spécificités techniques de l'appareil. En cas d'utilisation de composants ou sous-systèmes récupérés d'autres appareils, le dossier jalon comportera une analyse portant sur leur réutilisation ;
- concernant le risque géotechnique :
  - Une étude de sols et reconnaissance géotechnique (G2 pro) et de niveau exécution G3 est à produire ;

Conformément à l'article L472-2 du code de l'urbanisme, l'autorisation d'exécution des travaux est assortie d'une obligation de démontage de l'appareil et de ses annexes ainsi que d'une remise en état des sites dans un délai de trois ans à compter de la mise en arrêt définitive de l'appareil.

Chambéry, le **28 NOV. 2025**  
Pour la préfète et par délégation,

La Directrice Départementale  
des Territoires

Isabelle NUTI



**PRÉFÈTE  
DE LA SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction  
Départementale  
des Territoires (DDT)**

SEEF/BF

## PROCÈS-VERBAL DE RECONNAISSANCE DES BOIS À DÉFRICHER

L'an deux mille vingt cinq et le douze du mois de juin,

Nous, Thierry FAURE, chef technicien forestier à la direction départementale des territoires de la Savoie, accompagné de Mélanie LAPAUZE, technicien forestier principal à la direction départementale des territoires de la Savoie,

**VU** la demande d'autorisation de défrichement déposée le 14 mars 2025 par la SEM VAL CENIS, portant sur une surface totale à défricher de 1,1848 ha, pour le remplacement du téléski du Grand Coin par le télésiège du Grand-Coin, sur la commune de Val-Cenis ;

**VU** l'avertissement de la reconnaissance des bois adressé à la SEM VAL CENIS le 22 avril 2025;

Nous sommes rendus sur place, en présence de :

- Monsieur Yves FLAMMIER, directeur d'exploitation de la SEM Val Cenis ;
- Monsieur Patrice GUIJARRO, adjoint au directeur d'exploitation de la SEM Val Cenis ;
- Monsieur Alexandre FILLIOL, technicien forestier territorial à l'Office National des Forêts ;
- Monsieur Olivier LAMY, responsable de l'unité territoriale de Modane à l'Office National des Forêts ;
- Madame Morgane GUION, stagiaire à l'ONF ;

et avons constaté les faits ci-après :

### Situation des bois concernés par le projet de défrichement

Commune	Section	N° de parcelle	Surface totale (ha)	Surface à défricher (ha)	Classement au PLU
Val-Cenis	143 G	747	19,4562	0,0599	A
Val-Cenis	143 G	584	46,5600	0,9291	A
Val-Cenis	143 G	583	265,6900	0,1914	A
Val-Cenis		Domaine public		0,0044	A
<b>Total défrichement :</b>				<b>1,1848</b>	



<b>A. Constater et préciser les faits qui permettent d'apprécier si la conservation du bois est nécessaire, en totalité ou en partie (article L 341-5 du Code Forestier)</b>		
1°	Au maintien des terres sur les montagnes ou sur les pentes	Les zones terrassées seront revégétalisées.
2°	A la défense du sol contre les érosions et envahissements des fleuves, rivières ou torrents	Néant.
3°	A l'existence des sources, cours d'eau et zones humides, et plus généralement à la qualité des eaux	Aucune source, aucun cours d'eau, aucune zone humide, aucun captage d'eau potable ne sont présents sur l'emprise du projet.
4°	A la protection des dunes et des côtes contre les érosions de la mer et les envahissements de sable	Néant.
5°	A la défense nationale	Néant.
6°	A la salubrité publique	Néant.
7°	A la valorisation des investissements publics consentis pour l'amélioration en quantité ou en qualité de la ressource forestière, lorsque les bois ont bénéficié d'aides publiques à la constitution ou à l'amélioration des peuplements forestiers	Néant.
8°	A l'équilibre biologique d'une région ou d'un territoire présentant un intérêt remarquable et motivé du point de vue de la préservation des espèces animales ou végétales et de l'écosystème ou au bien-être de la population	La situation du projet par rapport aux différents zonages est la suivante (zonages les plus proches) : - au sein de la ZNIEFF de type I « Forêts de résineux de l'ubac de la Haute Maurienne » ; - environ 2 km de la zone Natura 2000 « Formations forestières et herbacées des Alpes internes » ; - environ 4 km de l'APPB « Montcenis et Vallon De Savine » ; - environ 5 km du cœur du parc national de la Vanoise ; Le projet n'impactera pas de manière notable ces différents zonages.
9°	A la protection des personnes et des biens et de l'ensemble forestier dans le ressort duquel ils sont situés contre les risques naturels, notamment les incendies et les avalanches	La commune de Val-Cenis dispose d'un PPRN approuvé le 3 octobre 2011. La forêt n'est pas considérée comme jouant un rôle de protection contre les risques naturels identifiés.
B.	<b>Préciser la situation du bois au regard des dispositions d'urbanisme (quand l'espace boisé est classé la demande de défrichement doit être rejetée conformément aux articles L.113-1 et 2 du Code de l'Urbanisme)</b>	Pas de classement en EBC. Le secteur défriché est actuellement classé en zone A (agricole) qui ne permet pas la réalisation du projet. Une mise en compatibilité du PLU est engagée afin de permettre la réalisation du projet (dont le défrichement)

**AVIS DU RÉDACTEUR DU PROCÈS-VERBAL**

Considérant que le projet de défrichement :

- ✓ est situé dans l'emprise du domaine skiable de Val-Cenis ;
- ✓ concerne 1,1848 ha d'un milieu forestier dont la superficie est de plusieurs centaines d'hectares sur le secteur ;
- ✓ n'impactera de manière notable ni ZNIEFF de type I, ni APPB, ni zone Natura 2000, ni réserve naturelle, ni réserve biologique, ni forêt de protection, ni cœur de parc national ;
- ✓ fait l'objet d'un dossier de demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces protégées ;
- ✓ n'aura pas d'incidence sur le régime des eaux et l'équilibre des terrains en place ;
- ✓ n'aura pas d'incidence sur les risques naturels ;
- ✓ n'est pas situé en EBC ;
- ✓ sera compatible avec le zonage du PLU après la mise en compatibilité du PLU engagée ;
- ✓ a été pris en compte dans l'étude d'impact « Projet de restructuration et de diversification du domaine skiable de Val-Cenis » réalisée en février 2025 par le bureau d'études KARUM ;
- ✓ fera l'objet d'une consultation publique, dans le cadre d'une enquête portant sur la globalité du projet qui se déroulera du 9 juillet au 9 août 2025

Nous concluons qu'il n'existe pas de motif, parmi ceux listés dans l'article L341-5 du code forestier, de refus de la demande d'autorisation de défrichement déposée par la SEM Val-Cenis.

Fait à Chambéry, le 13 juin 2025

Le chef technicien



Thierry FAURE

La technicienne



Mélanie LAPAUZE